

En France, lors des périodes hivernales de “grand froid”, les personnes sans domicile fixe font souvent la “une” de l’actualité. C’est bien un des rares moments de l’année où cet aspect de la misère humaine est médiatisé. Ce sont des faits d’hiver.

Différentes structures existent et diverses organisations cherchent à aider les personnes qui vivent dans des conditions de précarité permanente. Il arrive pourtant que, par grand froid, certaines de ces personnes décèdent (lire dans ce numéro page 910). Dans la rue ou dans un taudis,

entraînées dans un cercle vicieux d’auto-exclusion, y compris des soins ? Quelles sommes d’argent sommes-nous prêts à consacrer à, par exemple, la rénovation des habitats insalubres ? ou à la mise à disposition de lieux d’hébergement décentes dans l’attente d’un logement digne de ce nom, quand le froid vient compliquer un peu plus les conditions d’existence de certaines personnes socialement fragilisées ?

Il est étonnant que le système social inverse les priorités, en se posant la ques-

É D I T O R I A L

Choix

puddiquement appelé logement insalubre. Et le quidam de s’étonner. Comment est-ce possible dans une société riche dite “développée” ? Comment est-ce possible dans un pays où la protection sociale est considérée comme organisée et solidaire ? Et s’il nous arrive parfois d’éprouver de la honte, il nous arrive aussi de nous sentir impuissants.

Vouloir changer les choses est une question de choix : choix politique, choix de société, choix de valeurs économiques et sociales. Le choix de se battre ou non contre des injustices fondamentales devant la maladie, une fragilité, une vulnérabilité psychique. Et devant la mort annoncée par abandon social.

Quelle société voulons-nous ? Comment l’organiser au mieux pour empêcher le risque d’exclusion, et pour que les personnes vulnérables ne soient pas

tion de la prise en charge au prix fort d’une nième ligne de chimiothérapie aux résultats cliniques très incertains, ou du remboursement d’un implant pour des considérations purement esthétiques, avant de se poser celle de la prise en charge des personnes les plus démunies, notamment pendant la période hivernale.

Quelques dizaines de millions d’euros suffisent pour mettre à l’abri des dizaines de milliers de personnes, dans un lieu d’hébergement bien chauffé, pendant plus d’un mois.

Une somme finalement modique, rapportée à de nombreuses dépenses critiquables dans le domaine même de la santé, ou aux fonds avancés pour “sauver” une seule banque...

Où voulons-nous vraiment mettre l’argent ?

Prescrire